

UNE FINANCE DURABLE POUR UNE ECONOMIE VERTE

FEUILLE DE ROUTE POUR LES DECIDEURS POLITIQUES

ETAT DES LIEUX DE LA FINANCE VERTE EN SOUTIEN A L'ECONOMIE VERTE

L'évaluation révèle des initiatives remarquables qui hissent le Gabon sur la scène internationale (législation climatique, crédits carbone, fonds souverain décarbonné, planification durable d'un développement diversifié et optimisant les ressources naturelles, stratégie RSE dans le secteur privé). Mais le secteur financier national n'a pas encore déployé toute sa capacité à soutenir l'économie nationale.

LA FINANCE VERTE, UNE MANNE A PORTEE DE MAIN ?

On en recense des montants en croissance exponentielle sur le marché international, notamment les obligations vertes, mais aussi les indices boursiers durables, les prêts verts, les fonds thématiques environnementaux, etc.

CONDITION PREALABLE : PLANIFIER L'ECOSYSTEME FINANCIER DURABLE GABONAIS

La consolidation du secteur financier étant facteur d'accompagnement du déploiement économique, il s'agit de concevoir et promouvoir un arsenal stratégique financier pour soutenir le PAT, « densifier le système financier local¹ » sous le pilier Gabon des Services.



¹ Expression reprise de l'ouvrage « Financier l'Afrique, densifier les systèmes financiers locaux » de l'Économiste Cédric Mbeng Mezui.

Résumé exécutif de l'Analyse de l'environnement propice à l'éclosion d'une économie verte au Gabon, commanditée par le PNUD avec l'appui de l'UNEP, en 2021. L'Étude comprend :

- Un état des lieux des expériences de finance verte en soutien à l'économie verte au Gabon, sous la forme d'un diagnostic 360° de l'écosystème financier au regard des possibilités de la finance durable dans chaque segment de marché ;
- Des Recommandations pour aligner la finance gabonaise sur les plans de développement durable nationaux et PAT ;
- Une Feuille de Route à l'attention des décideurs politiques, et une autre pour les institutions financières.

CETTE FINANCE VERTE EN APPARENCE ABONDANTE EST AVANT TOUT PROPRE A CHAQUE PAYS ET ENDOGENE.

Le Gabon doit créer son propre cadre de finance durable national et régional, dans tous les segments de son écosystème (banques, régulateurs, marché obligataire et actions, assurance, pensions, fonds, intermédiaires et services, milieu académique et ONG), pour pouvoir créer des liens avec le marché international à travers les différents instruments financiers.

CONCLUSION : LE MOMENT EST OPTIMAL POUR ADOPTER UN PROGRAMME MÉDIATIQUE FORT ET SYMBOLIQUE

tel que « Libreville, place financière verte », qui mettrait la finance au diapason des autres politiques nationales et soutiendrait la mise en œuvre du PAT.

La planification du développement durable reposant sur la bonne gestion des ressources naturelles (pilier Gabon Vert), sur une base législative nationale robuste en matière d'environnement, de durabilité et changement climatique, sur des engagements forts auprès des instances internationales (CDN et objectif de Neutralité carbone auprès des Nations Unies), **l'écosystème financier doit intégrer les pratiques de durabilité propres à chaque type d'institution**, afin d'assurer l'émergence d'une industrie diversifiée (pilier Gabon industriel), l'autonomie alimentaire, la création d'emploi.

AMORCER UN NOUVEAU PROGRAMME

Au-delà des initiatives-phares sectorielles existantes, il convient de **penser en amont la conception d'un système financier durable endogène complet**, qui couvre tous les chapitres, types d'institutions, de produits financiers, d'outils et méthodes, et qui s'appuie sur les forces et les expériences réussies des institutions existantes.

Chacun des 10 pôles qui constituent un centre financier capable de soutenir le développement de son économie et de se raccrocher aux flux financiers internationaux **doit disposer de sa stratégie de durabilité propre, s'inspirer des pratiques de leurs pairs à l'étranger, et chercher des appuis spécialisés.**

STRATEGIE PROPOSEE AUX DECIDEURS

ENTREPRENDRE DE DEFINIR LA STRATEGIE DE FINANCE DURABLE

Gabonaise à concevoir comme un projet intégrateur fort susceptible de générer un écosystème actif national/sous-régional en soutien à l'économie durable (verte, endogène, inclusive, visant l'autonomie alimentaire et le plein emploi).

IDENTIFIER LE PORTEUR D'UN TEL PROGRAMME

Il convient d'organiser une consultation pour que la Présidence, la Primature, le Ministère de l'Économie et des Finances, la Cellule de coordination du PAT, le Ministère de l'Environnement, s'accordent sur l'Autorité, le Comité ou le Coordonnateur, en charge de planifier la construction de l'écosystème financier national durable, en synergie avec les démarches structurelles en cours planifiées par les instances régionales. L'objectif sera de concevoir la stratégie financière de long terme pour aligner le développement du secteur privé avec les plans stratégiques, en coordination avec les expertises techniques du Ministère de l'Environnement (dont la DGEPN), du CNC, de l'ANPN et des représentants de la société civile.

ACTION CLE N° 1 : ETOFFER LA TAXONOMIE GABONAISE

Exercice déjà engagé pour les finances publiques (appui PNUD) et le marché obligataire (appui SFI), rassembler et unifier les divers travaux pour édifier une Taxonomie nationale, propre au Gabon et aux caractéristiques particulières de ses richesses et son économie.

ACTION CLE N° 2 : PROMOUVOIR LA TRANSPARENCE

Le développement du secteur financier est conditionné par l'amélioration de la redevabilité (reddition de comptes et bonne gestion fiduciaire, reporting) sur le plan de la **Gouvernance** financière, mais aussi en ce qui concerne les impacts positifs et négatifs **Sociaux & Environnementaux** « ESG ». Les décideurs politiques devront promouvoir ce cadre.

METHODOLOGIE PROPOSEE AUX DECIDEURS

FIXER LES AXES STRATEGIQUES, INCLUANT UNE TAXONOMIE

Compte tenu de la tendance internationale favorable à la finance durable, et des initiatives déjà en cours menées par les institutions gabonaises clé de l'écosystème financier national, le moment est opportun pour les décideurs politiques de prendre les rênes et d'entreprendre la construction d'une stratégie coordonnée de consolidation du système financier qui intègre la durabilité dans chaque pilier et qui soit le dénominateur commun de ces efforts.

Si l'on s'en réfère aux modèles élaborés par l'Europe et la Chine, la stratégie de finance durable devra au moins comporter 3 volets, l'établissement d'une **Taxonomie (Action clé N°1)**, la promotion de la **transparence (Action clé N°2)**, la mise à disposition des **appuis institutionnels & financiers nécessaires (Action clé N°3)**, pour déployer la stratégie et permettre aux acteurs du marché de poursuivre leurs efforts ou de s'intéresser au développement vert du pays.

ACTION CLE N° 3 : COORDONNER LES ACTEURS DE L'ECOSYSTEME FINANCIER NATIONAL ET SOUS-REGIONAL, ET SOLLICITER LES BAILLEURS

La finance durable est un mécanisme endogène et national/régional et les appuis externes ne seront durables que s'ils consolident le système financier local. L'effort méthodologique est important, le calendrier de priorisation suivant est proposé :

1/ PRENDRE CONNAISSANCE DU CONCEPT DE SYSTEME FINANCIER DURABLE ET DU DIAGNOSTIC PNUD-UNEP

Les 10 pôles de l'écosystème financier sont interdépendants et la croissance des uns dépend de celle des autres. Il faudra définir la stratégie pour chaque segment de marché (marchés de capitaux obligations & actions, secteur assurance, fonds de pension et caisses, fonds...).

2/ IDENTIFIER PUIS MOBILISER LES INSTITUTIONS NATIONALES ET SOUS-REGIONALES CLE

Les institutions-pilier gabonaises (FGIS, CDC, BGFI, Citibank...) ou régionales (COSUMAF, BDEAC) ayant déjà démontré leur intérêt pour

être durables dans leur domaine de compétence méritent d'être sollicitées, encouragées et orientées dans le cadre d'un plan d'ensemble. Il faut leur expliquer l'intérêt d'investir en suivant les lignes directrices de la Taxonomie, la progression attendue en matière de transparence Environnementale, Sociale, et de Gouvernance, et s'assurer qu'ils comptent sur des appuis externes pour progresser chacun dans sa voie respective.

3/ S'ASSOIR AVEC LES BAILLEURS, ORGANISER UN PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS GABONAISES ET DES CAPACITES

Il serait judicieux de faire appel à des appuis externes spécialisés pour chaque sous-stratégie couvrant chacun des 10 pôles du marché financier : de nombreuses organisations ou bailleurs ou programmes internationaux, soutiennent les banques commerciales ou de développement, ou les fonds souverains, ou les organismes de réglementation. La SFI a des programmes pour les régulateurs et institutions régionales. L'AFD a des programmes de renforcement des fonds d'investissement et des banques. L'Union Européenne a des programmes de renforcement des institutions financières pour leur soutien aux PME ou l'investissement dans les infrastructures. Le Fonds Vert Climat a des programmes de renforcement des capacités des entités candidates à l'Accréditation etc.

En sus de l'appui aux institutions financières existantes et actives, il faudrait également organiser l'appui de bailleurs pour le renforcement d'un dispositif-clé existant (la procédure d'études d'impact et de suivi des plans de gestion à la DGEPN, clé de voute de la relation entre les investisseurs privés et l'Etat) et l'opérationnalisation des fonds ou d'un des fonds publics prévus par les lois (FSE, FNDD et/ou FNCC).

4/ REJOINDRE UNE INITIATIVE INTERNATIONALE DE SOUTIEN A L'ETAT, telle que la Coalition des Ministres des Finances pour le Développement durable, la *Sustainable Banking and Finance Network (SBFN)*, ou l'Alliance Financière Africaine pour les Changement climatiques (AFAC de la BAD) pour partage d'expérience.